

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :

145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

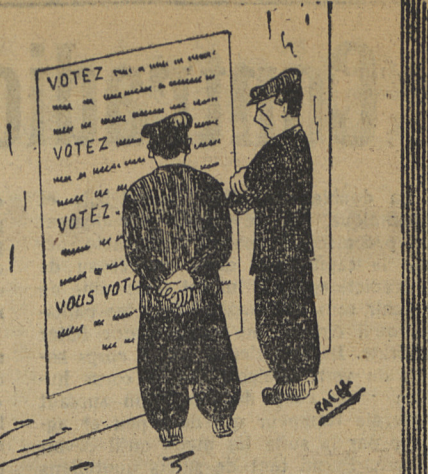
Fondé en 1895 par

Louise MICHEL et Sébastien FAURE

C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. ; 1 an, 240 fr.

— Et l'on marche
toujours, enfin,
on ne se refait
pas !
— Non ce sont
eux qui nous
refont !



LA CONSTITUTION EST CONDAMNÉE A MORT

L'impuissance du Referendum

Dans cette histoire de referendum, un fait saute aux yeux : c'est le réel manque d'enthousiasme des électeurs à se ruer aux urnes. Prés d'un tiers d'abstentions, sur une consultation NATIONALE — et non cantonale — procède d'une psychologie collective nouvelle. Indéniablement, « il y a quelque chose de changé » chez l'électeur.

Car l'on ne fera croire à personne que les abjurations du comte de Paris, ainsi que celles du Parti Communiste International ont contribué, pour peu que ce soit, à totaliser ce pourcentage impressionnant. Les causes d'abstentions dépassent et le personnage bouffon et grotesque et le parti-fantôme.

Les cris de victoire changent de direction selon les conceptions politiques des journaux qui commentent l'événement. Une victoire de de Gaulle ? Le général aurait alors inauguré une bien curieuse stratégie, où le vaincu se paierait les lauriers du vainqueur. Car, enfin, le cri de bataille des gaullistes était-il, ou n'était-il pas « Non » ? Des explications nettes et péremptoires ont été fournies par le chef de file quelques jours avant le referendum, ont fait suffisamment de bruit pour être connues de chacun et commentées abondamment pour que nul n'en ignore. Les fidèles du « Libérateur » ont voté NON, les suiveurs indécis ont, eux aussi, voté, soit affirmativement, soit négativement. D'abstentionnistes dans ce clan, il n'en existe pas. Les partisans de la Constitution ayant remporté de justesse, se bien entendu, de Gaulle se trouve donc battu, indéniablement battu et avec lui tous les partisans d'une Constitution révisée.

Ce serait donc la victoire des « OUI » ?

Bien piètre victoire alors des partisans de cette Constitution qui obtient si difficilement une majorité de 630 000 des votants avec les tenants du NON, et 434 000 seulement de plus que les « négatifs » sur le nombre total des électeurs inscrits. En réalité, les OUI ont subi, eux aussi, une défaite

écrasante. Les chiffres officiels accusent un pourcentage de 31,58 % des inscrits votant NON, plus 31,05 % d'abstentionnistes, 62,63 % des électeurs ont donc, au total, marqué, de façons diverses, leur réprobation d'une Constitution telle qu'elle est présentée contre 35,90 % de partisans. N'est-ce pas clair et significatif d'une défaite certaine des partisans de cette Constitution ?

La situation est nette et sans ambiguïté : 35,90 % des électeurs vont imposer leur façon de comprendre l'organisation de la Nation aux 64,10 % restants ! N'est-ce pas la plus éclatante démonstration de l'immoralité du referendum ?

Les causes qui ont milité en faveur de l'abstention, sont multiples. Au premier chef, émerge le sens rébarbatif de ce monument indéchiffrable qu'est le projet de Constitution. Combien d'électeurs, non seulement, l'ont-ils compris — ce qui serait une gageure — mais l'ont-ils lu ? Politiquement, ce fait d'incompréhension, n'intéresse pas le « corps électoral ». Comme le traduit le « Times » les électeurs laissent aux politiciens le soin de résoudre ce rébus, qui le fatigue et l'ennuie. Comme on les comprend !

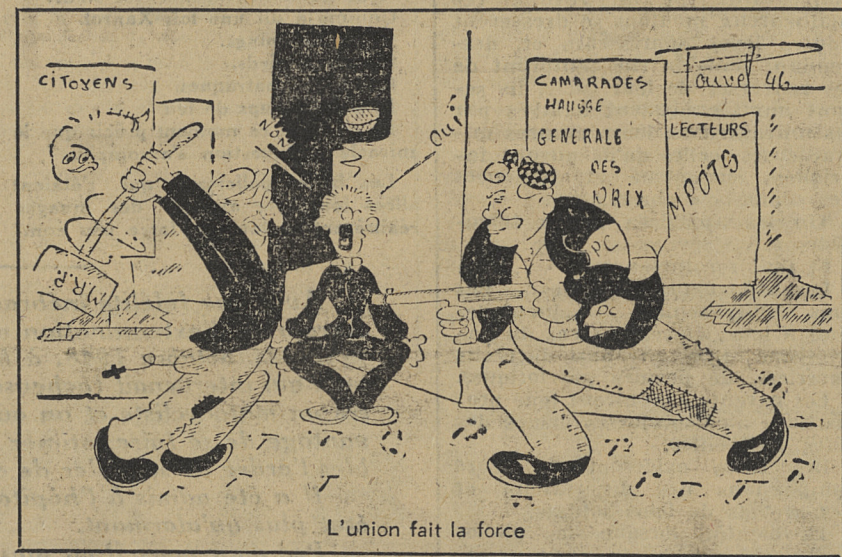
Mais cette indifférence lassée contient, en même temps qu'une désaffection envers le Parlementarisme, le leçon à nos politiciens. L'avenir prochain, en outre, sera fertile en bruits spectaculaires, où les contestations réciproques et légitimes dues à un abstentionnisme élevé, contribueront à une révision, fatale et prochaine, de cette Constitution. Des réformes, profondes, inévitables, vont changer radicalement le sens et la figure de cette « mal-née ».

Car l'enfant n'est pas né viable. En plus des contradictions trop brièvement énoncées, quelle valeur peuvent avoir, actuellement, des visions, leçon à nos politiciens, en cette période troublée dans laquelle nous nous mouvons ? Le dynamisme social — qui est le phénomène prédominant en ce moment et pour l'avenir immédiat —

va faire éclater immanquablement le cadre rigide et figé d'une Constitution archaïque et ahurissante pour ces années de transformations soudaines et révolutionnaires. Le plus irréfutable résultat de cet amoncellement d'enfants de terre sera de faire découvrir aux plus farouches partisans du Parlementarisme, la bêtise et la puérilité incommensurables de nos constitutions.

Que l'on ne s'y trompe pas : cet abstentionnisme impressionnant est le signe certain d'une indécision totale du corps électoral. La foi de l'électeur envers les institutions établies, s'évanouit comme bulle de savon au soleil. Notre lutte — stimulée par ces considérations réconfortantes et les faits, imparfaits et incertains, le désaffecteront rapidement de la Grande Mystification du Préfendu Suffrage Universel. Lorsque notre homme oubliera le chemin qui mène aux urnes, il s'engagera, par cela même, sur celui qui conduit à l'insurrection.

Ce jour-là l'avènement de l'Anarchie aura fait un pas immense en avant et cessera d'être du domaine des hypothèses futures. LIB.



Quand l'église catholique diffuse la pensée anarchiste

Il est dans les traditions républicaines de la glorieuse France — héritière de la vaillance et de l'impétuosité gauloises — qu'à la veille d'élections les « passions partisans » se déchaînent. Donnant alors libre cours à leurs instincts les plus vils, les Français se mettent en campagne — chacun pour son parti — contre leurs adversaires ; et tels les héros de Michel Zévaco, ils ne reculent devant aucun moyens, les sentis les plus périlleux ou les moins honorables.

Cet esprit chevaleresque constitue un des traits marquants d'une race qui peut être fière d'elle-même.

A Château-du-Loir (Sarthe), des énergumènes de la Fédération anarchiste ont organisé ces temps derniers deux réunions publiques ayant attiré un nombre respectable d'auditeurs.

Puis-ils, par leur propagande pernicieuse, ne pas détourner la population de cette paisible cité de ses devoirs ci-

viques et ne pas l'éloigner des urnes au moment opportun. Qui pourrait affirmer qu'ils ne parviennent pas à décourager d'honnêtes citoyens d'accomplir leur tâche la plus sacrée, celle qui consiste à se choisir des maîtres en déposant un bulletin de vote ?

Mais, après tout, ces choses ne concernent que le temporel, que l'administration terrestre des hommes ; et nous avons, en écrivant ces lignes, des préoccupations autrement plus élevées — et qui sont d'ordre spirituel.

Que les anarchistes aient pervertis quelques citoyens s'étant déplacés pour les entendre, passe encore. Mais un fait bien plus grave vient de se produire : l'église de Château-du-Loir a été profanée par des impies de la façon la plus condamnable aux yeux de Dieu. Cependant qu'elle est uniquement destinée à permettre aux ministres du culte de faire entendre la bonne parole et aux fidèles de se livrer à un recueillement salutaire, sa porte d'entrée, sur le parvis, a été transformée en panneau d'affichage !

Une affiche a été collée sur la porte de ce saint lieu, et quelle affiche ! S'agissant de ces billets doux au moyen desquels le parti informe ses cotisants qu'ils ne doivent pas négliger le denier du culte ; ou encore de ces horraires faisant connaître l'heure des offices réservés au repos de l'âme des bienheureux qui sont deçus d'un autre monde. Mais non, rien de tout cela. L'affiche en question, placardée sur la surface extérieure de la porte, se présente bel et bien avec le titre pour le moins surprenant et en toutes lettres « Fédération Anarchiste. Suit un texte affirmant que le referendum est une escroquerie et que seule la Commune libertaire, conséquence de la révolution sociale, peut assurer au peuple le salut terrestre auquel il a droit. Elle paraît tellement bien collée, cette affiche, qu'il faudra, de toute évidence, employer de l'alcali pour en débarrasser l'entrée de cette auguste maison et mettre ainsi les fidèles à l'abri d'une prose ne pouvant que les détourner du droit chemin.

Avec beaucoup d'à-propos, le curé de la paroisse, ému par un pareil sacrilège de la part de ceux qui se sont permis un geste aussi sacrilège, conscient de ses responsabilités devant Dieu son maître et pour sauvegarder le patrimoine spirituel qui est le sien, est allé se plaindre au maire de la ville. Celui-ci, malgré l'horreur d'un pareil méfait, n'a pas paru s'émouvoir. Notre abbé, plus superbe que Saint Paul qui, lui, en appelait à César (ce vulgaire roturier du temporel), en aurait appelé à Mgr Grente, archevêque du Mans, autorité supérieure des représentants de l'Église. Ce haut dignitaire de l'Église, lui un dévoué serviteur du maréchal Pétain et, par cela même, mérité toute la confiance et la sympathie des amants de l'ordre et des gardiens d'une saine morale.

Le curé de Château-du-Loir paraît croire que ce sont les vœux de la Fédération Anarchiste qui ont si scandaleusement transformé la porte de son église (nous allons dire : de son établissement commercial) en panneau d'affichage.



Il nous paraît probable que ce brave homme commet un erreur. En effet, bien que les anarchistes soient de petits cerveaux, comment ne craindraient-ils pas, en se livrant à d'aussi basses manœuvres, de se sembler manifestement d'impitoyable, que la foudre céleste ne leur fasse un mauvais tour ?

Et puis, songe-t-on aux représailles qu'ils seraient alors en droit d'attendre de la part des Jeunes Ouvriers Chrétiens, qui représentent l'avant-garde des défenseurs de l'Église ?

Pourvu que ces soldats du Christ, nouveaux croisés, ne décident pas de déferler par légions, bannières en tête, sur le quai de Valmy à Paris en direction du siège de la Fédération Anarchiste pour en couvrir les murs de citations évangéliques !

Rien que la pensée d'un tel événement arrêterait dans leur élan les anarchistes les plus décidés à profaner un lieu saint... MARCEL LEPOUL.

La flèche du Parthe

Les vingt et un se sont séparés, et si le seul traité avec la Finlande a pu être établi, il n'en reste pas moins vrai que les Soviets ont protesté contre le rabais établi sur le montant de première indemnité de guerre que ce petit pays devait verser et qui à la suite de la proposition américaine était ramené de 300 millions de dollars à 200 millions, les marchands du Carreau du Temple ne font pas mieux.

Déjà les paroles aigres-douces sont échangées ; Vanderberg, délégué américain, s'il ne daigne pas répondre aux attaques soviétiques, signale que l'histoire jugera qui a gagné la guerre et qui a préparé la paix. C'est en même temps un avertissement, car si la propagande peut un certain temps fausser certaines conditions qui ont permis d'abord à la Russie de tenir puis le redressement et enfin ses victoires fulgurantes et spectaculaires... les états-majors et les techniciens à la production savent à quoi s'en tenir sur l'importance que l'Union américaine a pu avoir dans le résultat final.

Molotov a jugé la conférence et s'il s'est plaint de la façon dont certaines décisions prises en commissions ne lui donnent pas satisfaction, il a nettement accusé les délégations américaines et anglaises de faire pression sur certains autres pour les entraîner derrière elles ; il est évident que la question du Danube n'a pas été du goût du délégué soviétique, qui critique durement la position prise par l'Éthiopie, l'Inde et la Norvège dans un problème qui ne les intéresse pas directement, en fait c'est très exact, cela sent son maquillage à une lieue, mais le Tzaritch Molotov agira de la même façon s'il le pouvait et les protestations viendraient de l'autre côté de la Barre. Il est agréable de

constater que ces diplomates qui prétendent fonder la paix, usent des mêmes moyens, des combinaisons suspectes, tout comme de simples députés à la Constituante... on se fait des clients, on abandonne un tel point, en échange de tel avantage sur tel autre, c'est cela la diplomatie de ces individus prétendus hommes d'état ! Le problème danubien... c'est beaucoup plus important que l'avis de trois petits États... lié à la question des Détroits... on sait que la position russe à ce sujet évincerait l'Angleterre... la France, le Japon, signataire de la Convention de Montreux, mais aussi l'Amérique qui prétend être présente à un règlement, dont l'importance pour son avenir commercial ne lui échappe pas. Que Molotov déclare aux délégués des quatre grands leur manque de soutien des décisions prises par leurs ministres respectifs... qu'il les accuse de trahison et qu'à son avis le travail fait à plus dessein la paix que de la consolider... Ce sont des constatations, mais l'État prolétarien n'a pas toujours mené une diplomatie tellement pure et sans tache que les récriminations de son représentant soient toutes prises au sérieux. Lénine savait que la Société des Nations était la « Caverne d'Ali Baba et des 40 Voleurs ». Molotov serait-il dupe de ses charmes comparses ? Les peuples en ont assez de vos palinodies, de vos promesses, de vos bases stratégiques, de vos déclarations sans grandeur ni foi, ils veulent vivre ! Vous entendez, vivre ! sans que tous les problèmes auxquels vous mettez tant de mauvaise foi à leur solution ne soient pour eux constamment une raison de plus à croire à la mort prochaine.

A. HONUMA.

Pourparlers entre Franco et le Kremlin

De sources diverses, des renseignements concordants signalent que le Caucase d'Espagne a été chargé de personnalités politiques sud-américaines de faciliter un rapprochement hispano-russe. Des précisions ont été fournies par la presse mexicaine concernant les demandes et les offres de Franco. Le général solliciterait la restitution d'une partie de l'or de la Banque d'Espagne — livré par Negrin aux autorités russes fin 1936 — pour stabiliser la situation économique intérieure et arrêter la chute de la peseta. En échange, il s'engagerait à limiter la pénétration américaine et à refuser les facilités d'ordre stratégique demandées par Washington.

Quel que soit le sérieux des milieux qui ont lancé cette nouvelle, il y a lieu d'examiner dans quelle mesure elle coïncide avec une crise intérieure véritable et de chercher à comprendre jusqu'à quel point elle pourrait servir les intérêts de la Banque d'Espagne. Nous avons le précédent du colonel Péron, dénoncé il y a peu de temps encore comme un dictateur de la pire espèce et qui aujourd'hui trouve grâce devant la propagande communiste après la reprise des relations commerciales et diplomatiques avec la Russie. Ce n'est donc pas la contradiction entre les formules de propagande actuellement utilisées et les négociations pour aboutir à une entente qui peut faire rejeter l'hypothèse d'une détente entre Madrid et Moscou. Dans la préparation à la guerre que mènent avec une égale ferveur l'U. R. S. S. et les États-Unis, le sort du peuple espagnol ne pèse pas d'un poids bien lourd.

France a effectivement tenté de s'adresser au Portugal, à la Grande-Bretagne et à l'Amérique pour obtenir des crédits qui lui permettraient de moderniser l'outillage espagnol passablement vieilli. Jusqu'à présent, ces crédits lui ont été refusés, les banques exigeant que la peseta soit dévaluée, et les gouvernements demandant des garanties politiques ou militaires. En s'adressant à l'U. R. S. S., le dictateur espagnol espère soit accélérer les négociations avec les anglo-saxons qui craindraient de perdre une tête de pont européenne au profit des Russes, soit effectivement de recevoir une aide de l'Union soviétique.

Les lecteurs de la presse officielle de la péninsule ibérique n'ont pas été sans remarquer que plusieurs articles établissent, depuis août dernier, un subtil distinguo entre la propagande communiste et l'État soviétique. D'autre part, au passage à Londres, le propagandiste soviétique Ilya Ehrenbourg s'est montré très pessimiste quant à la proximité d'un changement de régime en Espagne. Ces indices ne sont certes pas suffisants pour conclure ; mais ils rendent l'éventualité d'un rapprochement hispano-soviétique vraisemblable.

Il y a deux ans à peine, le Parti communiste espagnol attaqua avec violence le Gouvernement Giral et préconisait une entente avec les droites catholiques et certains éléments monarchistes. Ce n'est qu'après que Don Juan fut devenu le poulain des anglo-saxons que les staliniens espagnols renversèrent la vapeur. Ils n'auraient donc aucune difficulté pour réviser une fois de plus leur position au cas où « la conjoncture internationale » leur imposerait une nouvelle tactique.

Nous n'avons pas le droit d'abandonner nos deux camarades au triste sort que leur réserve le sanguinaire dictateur phalangiste. Ils ont donné un tel exemple de courage et de fermeté dans les ignobles tortures qu'on leur a fait subir, ils ont acquis de tels droits à la conscience humaine, en gardant un silence sublime en face des plus graves sévices que nous devons tenter, par tous les moyens, de les arracher à la mort qui les guette.

Qu'un puissant mouvement d'opinion se mette en marche pour sauver les plus dignes fils que l'humanité ait produits.

Qu'une action de masse s'impose pour forcer les assassins phalangistes à reculer dans leurs desseins homicides.

A toutes, à tous, sans distinction de classes :

A l'action pour empêcher ce nouveau crime du fascisme.

DEBOUT

Un véritable scandale : LE CAPITALISME

La Presse entière exulte. Héritière de la défunte, tuée par la libération, elle se complait dans les scandales, les plus sordides, fournit les détails les moins ragoutants et frétille dans la mare nauséabonde comme ces insectes aquatiques dangereux et virulents.

Le scandale du Vin ? Relisez donc, folliculaires aux ordres, nos numéros indépendants, et vous verrez. Depuis plusieurs mois, déjà, depuis l'hiver passé, nous avons mentionné le scandale des licences d'importation. Nous nous sommes fait l'écho en février ou mars dernier, des plaintes des viticulteurs algériens lésés par des négociants métropolitains sans scrupules.

Nous avons signalé aux pauvres bougres, dont le verre est plus souvent rempli d'eau que de vin, la destination autre-frontière et officielle prise par nos rondsouillards et voyageurs demi-muets. Soixante-quinze millions de litres de vin de table pour ne citer que celui-là — la Suisse ; quinze millions à la Belgique, cinq millions à l'Angleterre, la Finlande, la Suède, l'Australie, et d'autres pays encore, ont été littéralement inondés de ce bon vin si cher à nos gossiers prolétaires. Et ce ne serait maintenant seulement que nos flutteurs aveuglés découvrent le scandale ? Allons donc.

Le scandale des points-textiles ? Lequel d'entre les Parisiens n'était au courant qu'un kilo de beurre négligemment posé sur le rayon de tel grand magasin, ouvrait les portes des fameuses « Res-serrés » du deuxième ou troisième sous-sol ?

Mais il aurait suffi de lire les comptes-rendus d'assemblées générales des grands magasins, d'éplucher les bilans annuels, pour y découvrir, bien en évidence et pas du tout voilé, les stocks impressionnants de tissus et vêtements, anachroniquement emmagasinés dans

cette époque de non-production textile ! Il fallait le voir, tout de même, que cela provienne de quelque part ! Il fallait bien, sacré bien, des complications certaines et visibles dans les administrations publiques pour débloquer les points, et ordonner la production clandestine et le transport des usines aux magasins.

Le scandale des farines ? Ah oui ! Parlons-en de celui-là. Comme si tout un chacun n'était convaincu que la farce tragique de la carte de pain n'était voulue pour un but mercantile et non de réglementation si ouvertement violée !

Aragon a-t-il cambriolé l'église de Bon-Secours ?

C'est arrivé à Rouen ou, plus précisément à Blainville-Bon-Secours, petite commune des environs de Rouen.

Trouvant que les calices en or et en argent massif ainsi que les colliers de pierres précieuses n'étaient pas nécessaires à la pratique du culte de la religion de Jésus-Christ — lequel homme chacun sait préconiser la pauvreté — des inconnus se sont amusés à fracturer les portes de la basilique de Bon-Secours et à rafiler les susdits précieux objets.

Juste ! là, rien d'extraordinaire, rien d'alarmant.

Des individus s'aperçoivent que dans une église donnent, inutilisés, des valeurs susceptibles de leur accorder le pouvoir d'achat qui leur fait défaut. Ils s'en emparent. C'est normal, c'est légitime. Il faudrait être détraqué pour trouver à redire à cela.

Nous avons fait la preuve — ici même, au Libérateur — que la situation actuelle de la dentière récolte de blé permettrait la disparition immédiate de la carte de pain. Les services officiels ont tablé sur une récolte de 61 millions de quintaux de blé ; peu après ils ont été contraints d'avouer qu'elle dépassait 65 millions. A la suite de cette estimation, des organisations professionnelles compétentes ont soutenu que la récolte totale atteignait 80 millions de quintaux de blé. La controverse s'est arrêtée ici, par suite du silence prolongé — et qui

continue des organismes gouvernementaux. L'on conçoit leur embarras et la gêne qui s'est emparée d'eux. En 1938, avec l'excédent de la récolte de blé, nous aurions eu une sorte, notre pays a consommé 81 millions de quintaux de blé ! Ainsi, grâce à l'actuelle récolte — 80 millions — la réapparition du Pain Blanc et libre, est aujourd'hui même réalisable. Et cependant il n'en est rien ! Que pensent donc faire de notre farine les coupables qui dirigent le char de l'État ? Ou plutôt, qu'en font-ils ?

Est-il exact qu'une certaine partie prend le chemin de la Belgique ? Loin de nous la pensée de faire du chauvinisme économique et si nos frères belges avaient réellement besoin du blé français, nous serions unanimes à leur proposer de le leur vendre.

Mais n'est-il pas criminel de la part de nos ministères — quels qu'ils soient — de continuer à altérer notre santé et surtout celle des jeunes générations qui montent, par un rationnement devenu inutile devant l'abondance ?

C'est la psychose envahissante des déris à tout prix qui permet cette folle dangereuse. Mais si le capitalisme ne peut résoudre le problème du renouvellement de l'outillage national, que par une aggravation des dures conditions physiques qui mettent la santé publique en danger, qu'il s'en aille, qu'il disparaisse. D'autres solutions, plus équitables, plus saines, plus réalistes et humaines, sont incluses dans le régime qui doit lui succéder.

D'ailleurs, n'est-ce pas pour de sordides raisons mercantiles, pécuniaires, que le capitalisme égoïste n'a pas modernisé l'outillage lorsqu'il était temps encore ? Devant sa carence, un seul geste s'impose : son renvoi immédiat.

Le scandale, le vrai scandale, le volé, c'est qu'il réside, c'est dans l'appui que donnent tous les partis politiques et la C.G.T. au capitalisme et qui lui permet d'être artificiellement. C'est dans l'union monstrueuse de tous les politiciens, de tous les députés, de tous les ministres avec les privilégiés de ce régime — et qui crée notre pénurie de vivres et de produits divers.

Mais gagnons que ce scandale — le SCANDALE — le capitalisme, ne sera pas dénoncé par cette presse asservie et friande de tout petits scandales sans répercussion sociale trop dangereuse.

Marcel LEPOUL.

LE CLIMAT POLITIQUE DE L'AUTRICHE

FEDERATION ANARCHISTE — REGION PARISIENNE (GROUPE OUEST)
Contre le fascisme le plus abject
Proletaires, debout...
Pour la défense de nos camarades espagnols assassinés sous l'œil bienveillant des démocraties
Assistez au meeting de protestation qui aura lieu
JEUDI 17 OCTOBRE 1946, à 20 heures 30
94, rue de Clignancourt
Paris (18^e)
(Métro : Joffroy ou Marcadet-Poissonniers)
Orateurs : LORIOU et MONTLUC, de la F.A., un camarade de la C.N.T. française et un camarade espagnol du M. L. E. C. N. T.

Contradictions capitalistes

La double révolution, industrielle et économique, qui développe actuellement son processus normal et implacable, accule le capitalisme dans un réseau de contradictions qu'il lui est impossible de franchir sans dommages. Tous les palliatifs qu'il emploie ne peuvent que hâter sa chute. Il fait l'effet sur le corps social, du verre d'alcool sur le corps humain : un coup de fouet, un sursaut d'énergie trompeur qui dure peu et aggrave par la suite les maux qu'il devait vaincre. Parmi tant de sujets quotidiens qui prouvent nos affirmations inlassables sur l'impuissance et la nocivité du régime, nous avons choisi aujourd'hui, une dépêche d'agence fort significative.

PRODUIRE A TOUT PRIX

Chacun sait que le potentiel économique américain est d'une capacité prodigieuse. Les possibilités de production proviennent de différentes causes dont voici les deux principales. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe dans la guerre, en guerre ou occupés, les Etats-Unis n'ont pas bouleversé de fond en comble leurs industries de paix pour les convertir en industries de guerre. Au contraire, la production de paix s'est accrue de 10 % en pleine guerre.

Les U.S.A. ont créé une industrie de guerre, de toutes pièces, servant exclusivement pour la guerre et l'ont « superposée » à celle existant déjà. Des usines, des fabriques, des navires, des mines,

etc., ont été fondés, construits ou exploités. Le potentiel de ces nouvelles et provisoires industries possède une capacité de 150 si nous basons le potentiel de paix au chiffre 100. C'est suffisamment dire sa puissance étonnante.

A l'arrêt des hostilités, le gouvernement annulant soudainement toutes les commandes de guerre et entreprenant la « reconversion » de ces industries pour la production de paix, a augmenté d'une façon pléthorique les capacités de production qui dépassent et de beaucoup, les capacités d'absorption intérieure, freinant par un pouvoir d'achat restreint des masses américaines.

La deuxième raison réside dans le progrès technique qui a augmenté de 25 % le rendement individuel — aggravant ainsi le malaise de la production trop abondante dans ce régime d'attente. Ce pouvoir de production — qui serait une bénédiction dans une société rationnelle, ordonnée — menace d'un chômage intense et prochain une grosse partie des 60.400.000 travailleurs américains et le gouvernement s'achète déjà des remous sociaux qu'il engendrera. Les industriels craignent, eux, « un manque à gagner » et cherchent des clients là où ils se trouvent, c'est-à-dire à l'étranger.

Il faut produire, produire à tout prix, n'importe quel moyen, n'importe quel, car là est la salut — momentanée — du capitalisme.

LE CLIENT ITALIEN

L'industrie américaine de matériel électrique et agricole est menacée d'un très grand chômage si elle ne trouve des débouchés extérieurs à sa puissante production. Mais les ruines et les dégâts causés par la guerre en Europe, ont ruiné ces pays et les ont rendus insolubles. Le maigre pouvoir d'achat du consommateur américain se retrouve ici à l'échelle nationale et internationale.

L'Italie a un très grand et urgent besoin de matériel électrique qui encombre les entrepôts et magasins américains. Dans une société mieux organisée, ces conjonctures s'harmoniseraient : il n'en est pas ainsi dans le chaos et l'anormal système capitaliste. La base des échanges, la monnaie, viciée toutes les transactions et nous voyons par conséquent la première contradiction de notre exemple.

LE RETOUR AU TROC

En présence de cet obstacle, cinq grandes sociétés américaines viennent de conclure un accord avec le gouvernement

italien. Le matériel électrique et agricole des Etats-Unis sera échangé contre un millier de tonnes de 310 kilogrammes de tissus de soie italiens. Ce procédé est d'ailleurs fort en honneur : les échanges américains canadiens ne se font que par nature, marchandises contre marchandises et le dollar n'est explicitement et formellement utilisé que pour l'achat et la vente de produits de luxe. L'argent fuit devant le commerce international et c'est notre deuxième contradiction constatée dans ce régime basé sur la monnaie.

REACTION DE L'INDUSTRIE TEXTILE

Les sociétés américaines ont demandé au gouvernement U.S.A. une réduction immédiate des droits de douane pour pouvoir vendre à prix égal leurs tissus d'échange. La réaction fut instantanée chez les industriels du textile, qui voyant un nouveau et original concurrent, présent de tout leur poids, sur la décision gouvernementale. C'est que l'industrie textile américaine est, elle aussi, menacée d'un chômage inquiétant et doit se protéger contre tout concurrent éventuel. Les tarifs douaniers font office de garde vigilante et ne doivent donc pas être abaissés. La lutte ouverte entre les industriels du matériel électrique et ceux du textile nous donne donc le spectacle de la troisième contradiction.

INTERETS PRIVES CONTRE INTERETS DE LA COLLECTIVITE

Les deux groupes industriels qui s'affrontent accidentellement en sont réduits à cette extrémité par suite de la loi capitaliste du Profit. Le travail n'est pas considéré comme devant suppléer à l'insuffisance de la nature, comme cela se fait dans un régime plus rationnel. Il est exploité en vue d'un profit personnel et immédiat et les intérêts de la collectivité sont non seulement négligés, mais délibérément lésés. Or le capitalisme n'avait de raison d'être, sa mission historique était de servir de « rampe de lancement » au progrès technique qui doit pallier à l'insuffisance de la nature, en élevant les conditions matérielles de l'existence de l'humanité.

La suprématie des intérêts privés sur les intérêts de cette collectivité accuse la faillite du régime et forme la quatrième contradiction relevée dans notre exemple. Est-il nécessaire de conclure en affirmant qu'un régime atteint de telles tares doit rapidement disparaître ?

Qu'attend la masse pour se soulever ?

Les mercantis, après nous avoir insultés et empoisonnés pendant cinq années, après s'être enrichis grâce à leur commerce avec les troupes d'occupation (c'est le commerce que nous condamnons et non le fait qu'il ait été exercé avec les Allemands ou les Américains), continuent cyniquement à se payer la tête des braves gens.

Mais personne ne dit rien. On peut regarder les boutiques. Pas une n'a été mise à sac, anéantie.

Nous entrons dans une papeterie et manifestons l'intention d'acheter un crayon.

On nous le fait payer 20 ou 25 francs.

Et nous ne cassons même pas la tête au marchand.

Le fruitier nous refille des tomates pourries.

Et nous ne les lui applatissons même pas sur le nez.

Nous entrons dans un café, l'on nous fait payer 25 francs un verre d'eau sale et imbuivable.

Et le cafetier ne couche pas le soir à l'hôpital.

Goutin, Farge, Thorez, Bidault et tout le tas complaisant de l'ordre nous, c'est manifeste, c'est connu.

L. S.

PERSISTANCE DE LA TAILLE

Avec la chute des feuilles d'arbres, nous avons assisté à celle des feuilles d'impôts.

Ce n'est pas une nouveauté, évidemment, puisqu'il faut énormément d'argent à l'Etat pour entretenir un nombre formidable de parasites, pour nourrir l'ogre militariste, subventionner les « pères-lapins » et toutes organisations légalement indésirables.

On prend donc l'argent là où il est... Et puisque les capitalistes, les trafiquants du marché noir et autres malins passent au travers du grand tamis, il reste donc ces bons pauvres bourgeois d'ouvriers auxquels on retient 14 pour 100 au titre de contribution nationale, à chaque paie, ce qui est déjà énorme, mais c'est encore la contribution sur le salaire est réclamée une deuxième fois sous le titre pompeux d'impôt sur le revenu — le salaire étant un revenu — les faiseurs de lois se foutent donc diablement de l'ouvrier, et ceci d'une manière ironique et... cavalière, puisque la loi n° 45-1095 du 31 décembre 1945 a modifié le calcul de l'impôt général sur le revenu en augmentant le montant de l'abattement à la base. La limite se trouve élevée à 40.000 francs, mais comme les salaires atteignent plus de 100.000 francs par an, le nombre des parts (15 pour les ménages sans enfant) s'élève au chiffre de 4.000 francs en chiffres ronds qui viennent s'ajouter aux 200 francs par semaine, soit 15.400 francs par an, ajoutons les 4.000 de l'impôt sur le revenu et voilà 19.400 francs à déduire des payes déjà insuffisantes, et le salaire imposable deux fois.

Que font les honnêtes gens, les représentants de la classe ouvrière au palais bourgeois ? Ils gardent le Constat du silence prudent. L'opinion est séparée par les « scandales » quotidiens, les « élus » communistes, socialistes, émeutiers, etc., ne songent qu'à leur réflexion et l'ouvrier paie les violons dans cette danse des milliards.

Seuls, défenseurs des opprimés, les libertaires toujours à la pointe du combat, appellent les travailleurs à la lutte contre le système capitaliste qui vole le pauvre et se montre plus qu'indulgent envers les siens.

Seul le régime communiste — libérateur pour le monde de l'ordre dans la pétardière capitaliste.

L. S.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

l'ordre dans la pétardière capitaliste.

IDÉE DE PATRIE

Bouée du capitalisme

C'est indubitable.

Un jour prochain le capitalisme international ne disposera plus que de la mitraille pour sauver ses affaires de la catastrophe.

Alors, il nous excitera les uns contre les autres.

Par tous les moyens, radio, cinéma, presse, littérature, affiches, défilés militaires, il créera le climat favorable à l'éclosion des ordres de mobilisation.

Il nous préparera à admettre la guerre, à la considérer comme inévitable.

Un beau jour, quand le fruit sera mûr il le cueillera.

Ou plutôt il nous cueillera dans notre foyer.

Et nous irons (peut-être évidemment).

En tout cas certains iront.

Et en courant encore.

Il consentiront à tout abandonner, foyers, compagnies, enfants, liberté, bien-être (67) pour renflouer le navire du capitalisme et de la bourgeoisie.

Bien mieux ils se prendront pour des héros.

Il se conduiront comme tels.

Et pleureront lorsqu'une brute gauloise leur aura fait une raclée.

Ceux d'entre eux qui échappent.

Le jour où dans un sursaut de clairvoyance et de révolte ces malheureux moutons se dresseront contre leurs oppresseurs et, descendant dans la rue tenteront de les renverser de leur socle, ils seront impitoyablement balayés par les mitrailleuses, leurs propres mitrailleuses, celles qu'ils auront fabriquées eux-mêmes et raménées des combats « glorieux ».

On les appellera des « terroristes ».

Et tout recommencera.

Les pédagogues imbéciles... pas tous heureusement — inculqueront à leurs élèves le virus du patriotisme et les gaveront de récits guerriers, de poèmes patriotiques.

Les parents conduiront leur progéniture aux spectacles armés des fêtes nationales.

Les filles exigeront de leurs compagnons des décorations et des brevets de bons soldats.

Et hélas ! lorsque les plaies auront été pansées, les maisons reconstruites, les cadavres oubliés, on s'apercevra de nouveau que la guerre est inévitable et on remobilisera.

Le plus marquant dans l'histoire c'est que la chair à canon se demande comment, à notre époque de civilisation, il est encore possible d'assister à de pareils massacres puis, réflexion faite, elle ornait le canon de son fusil d'une belle petite fleur sauvage, elle cria « on ne tue pas ! ».

Les champs de batailles tuent et se font tuer pour que quelques salauds invétérés continuent de nager dans un luxe immérité.

Un luxe auquel il serait possible à tous les êtres humains d'accéder, sans distinction de classe, s'ils voulaient rompre avec la tradition et se rendre compte que la guerre n'est utile qu'au capitalisme international et que le capitalisme est un scandale comme l'affirme plus haut notre camarade Lepoil.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

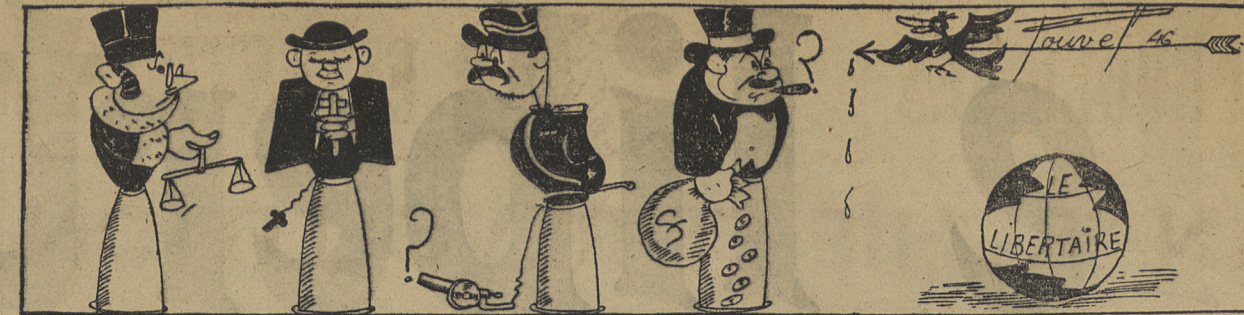
Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.

Charles BRENNIS.



LES POLICIERS TIRENT EN L'AIR mais les balles fauchent le peuple

Ce sont les habitants de la ville de Rome qui viennent de connaître le désavantage d'assister à l'accomplissement de ce miracle.

Les terribles « miracles » il va sans dire pris dans le sens d'événement contraire aux lois de la nature.

Car, eut-il choisi la capitale des papes pour théâtre d'opérations, un miracle, dans l'acceptation d'acte divin qui ne concède les trafiquants de pain consacré, ne serait jamais parvenu à s'annexer la raison et la croyance populaires, heureusement immunisées contre le virus catholique.

La police italienne a donc visé le ciel mais au lieu de toucher des oiseaux et des cheminées elle a couché des hommes.

Mais procédons par ordre de succession.

Les Italiens, moins passifs, moins veules qu'une tradition stupide tente de nous le faire accroire se sont soudainement aperçus que leurs dirigeants se payaient leurs têtes.

Et ceci avec une intempérance un peu trop tapageuse à leur gré.

Ce manque total de modération les choqua.

Alors, dans l'ombre, ils prirent une grande détermination.

Celle de démontrer à ces pâles imitateurs des anciens despotes, Romaines qu'ils étaient à cent lieues d'avoir une mentalité analogue à celle des esclaves anciens. En troupe nombreuse (2.000 au départ, 9.000 à l'arrivée) ils se rendirent devant la présidence du Conseil et après avoir émis des cris séducteurs, ils manifestèrent l'intention d'introduire dans le palais, de flanquer à la porte les immondices puantes qui y pourrissaient et de mettre les leviers de commande entre les mains du peuple tout entier.

Mais la police avait été prévenue.

Elle atteignit le palais du Viminal et intervint.

Avec la légendaire douceur

Qui d'un intelligence est sûr.

Comme a dit une fois Xanrof.

Coups de poings.

Coups de pieds.

Coups de matraques.

Et enfin, coups de feu.

Et ce fut à ce moment précis que le miracle en question s'accomplit.

Les balles policières qui s'étaient allées fourvoyer au-delà des nuages réalisèrent le tour de force peu com-

mun de revenir sur cette terre et de trouver quelques manifestants qui s'écroulèrent raides morts.

Contrairement à ce que pourrissent supposer des esprits imbus du préjugé qui veut qu'au pays du macaroni on préfère la retraite au combat le peuple italien demeura sur la place et, pour se dédommager de n'avoir pas pris la fuite, il prit la mouche, ou, plus précisément, les mouches et en écrasa quelques-unes sur les pavés.

Ce qui n'était déjà pas si mal.

Oui, mais il en restait encore beaucoup !

Une deuxième rafale de projectiles policiers partit (pas en l'air cette fois) qui, si elle atteignit malheureusement trois ou quatre manifestants, produisit l'effet de décupler la colère du peuple.

De l'inciter à se ruir de nouveau sur les flics.

A en désarmer quelques-uns.

Car bientôt les valets du capitalisme se rendaient maîtres des révoltes, bientôt la bagarre prenait fin.

Se laissant aller sans retenue à son assiette réprimée, la police italienne utilisa les crosses pour disperser la foule justicière.

On emmena les morts à l'hôpital, les blessés à l'hôpital et bon nombre d'insurgés à la prison.

Les dirigeants reprirent leur place.

LE SYNDICALISME



Dans l'Internationale Anarchiste

Contre les bourreaux phalangistes

Plus que jamais, on assassine en Espagne. Chaque jour qui passe est un jour de deuil sanglant pour le Mouvement libertaire espagnol et l'Association Internationale des Travailleurs.

La Terreur règne en Espagne. Franco et la Phalange martyrisent les travailleurs qui luttent et s'organisent pour détruire l'odieuse machine imposée à l'Espagne par la force des armes et l'appui de la réaction mondiale.

Ces crimes doivent cesser. L'action concertée du prolétariat international doit faire agir ses forces. Le sang qui coule en Espagne est un danger pour la paix. Le peuple espagnol réclame son droit à vivre le régime de son choix. Il est un devoir à tous les hommes libres de l'aider.

Les vaillants et courageux travailleurs espagnols, qui n'ont jamais reculé devant les sacrifices et la solidarité envers leurs frères du monde entier, adressent, aux hommes de bien, un vibrant appel pour sauver d'une mort certaine : Amador Franco, et Antonio Lopez.

Deux héros, deux combattants qui font honneur à la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, à la Fédération Anarchiste Espagnole, au Mouvement libertaire et au Syndicalisme révolutionnaire international.

Ils sont tombés dans une lutte inégale contre les forces mercenaires du régime de Franco. Poursuivis et assésés, ils se sont défendus jusqu'à l'épuisement de leurs munitions pendant plusieurs heures et ont été contraints de se rendre.

Par leur courage et leur sang-froid, ils ont écrit une des plus brillantes pages de la résistance au fascisme, de la révolution espagnole.

Une fois tombés aux mains de l'ennemi, ils ont été sauvagement torturés. Pendant quatre jours, ils ont été pendus la tête en bas et soumis aux plus cruels tourments des bourreaux de la police de Franco.

Un de ces bourreaux a crié en plein café d'ici : « Ces deux héros qui sont pendus depuis quatre jours, n'ont pas encore dit un mot ; mais ils chanteront... »

Avec un courage exemplaire Amador Franco et Antonio Lopez ont endurés les pires tortures. Pas un mot qui aurait pu compromettre l'œuvre de libération de la vie et la liberté de ceux qui luttent pour la libération du peuple espagnol n'est sorti de leurs lèvres. Gloire

à vous frères du grand combat libérateur des opprimés par tous les régimes ! Avec vous, qui avez su cracher le mépris des hommes libres au visage des bourreaux du peuple espagnol, se rallient tous ceux qui aiment la liberté et qui sont disposés à la conquérir.

Anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, antifascistes de tous les pays permettez-vous que ces deux hommes succumbent aux mains de Franco ?

Non ! Vous ne le permettez pas. Votre dignité, l'amour de la liberté doivent agiter l'opinion mondiale pour sauver les deux camarades espagnols. Leur mise en liberté s'impose par l'action révolutionnaire des travailleurs.

Tous les moyens doivent être employés pour sauver la vie de ces deux victimes de Franco et de la Phalange qui continuent à être torturés à la prison de Ondarreta.

Travailleurs, hommes de conscience libre, le peuple espagnol attend votre geste de solidarité qui mettra fin aux crimes du fascisme.

Pour la liberté, pour la révolution sociale, à l'action !

Centre de formation sociale de la Fédération Anarchiste

(Region Parisienne)

Pour suivre les cours de l'exercice 1946-1947, faire une demande écrite et l'adresser au : Centre de formation sociale, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Ces cours sont ouverts aux seuls membres de la Fédération Anarchiste ou des Jeunes Anarchistes, ainsi qu'à ceux qui ont été admis par l'intermédiaire d'une conférence soit ouverte aux sympathisants, le Libertaire en fait état. Chaque cours a lieu, en principe, les 1^{er} et 2^e jeudis du mois, à 20 h. 30, 10, rue de Valenciennes, Paris (10^e), métro République. (En janvier et en mai, ils auront lieu les 2^e et 4^e jeudis du mois).

Indépendamment du programme ci-dessous, des séances supplémentaires sont prévues pour des travaux pratiques comme la comptabilité ou l'administration. Elles s'intercalent à celles dont l'heure, la date et les dates en seront fixées au fur et à mesure qu'elles devront se tenir.

Programme de l'exercice 1946-1947
Jeudi 17 octobre. — Séance de réouverture. Conférence débat sur : L'Anarchisme et la Politique.

Jeudi 7 novembre. — A. Aux Sources du Féminisme. Remise aux élèves de textes sur lesquels ils auront à faire par la suite des travaux pratiques (travail de composition et d'analyse).

Jeudi 21 novembre. — Analyse écrite, par les élèves, du cours leur ayant été fait, à la séance précédente. Examen et commentaires des travaux effectués par eux sur les textes ayant été remis le 7 novembre.

Jeudi 5 décembre. — Le Féminisme économique. Remise aux élèves de textes sur lesquels... etc.

Jeudi 19 décembre. — Analyse écrite, par les élèves, du cours leur ayant été fait, à la séance précédente. Examen et commentaires des travaux effectués par eux sur les textes remis le 5 décembre.

Au cours d'une séance sur deux ou trois, sera retracée la vie d'un ou de plusieurs martyrs de l'anarchisme.

LES LIBERTAIRES ET LE PROBLEME SOCIAL

Pour connaître les conceptions économiques et sociales des anarchistes, demandez cette copieuse plaquette qui résume avec clarté ce que pourrait être de nos jours une société fédérale et libertaire.

Prix : 20 francs. Envoi sur demande avec 3 francs en sus.

S'adresser à : Joulin Robert, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 5561-76.

hesses Laïques et Républicaines, 10, rue Dupetit-Thouars.

Des cartons de 10 billets à 10 fr. sont en vente au siège de la C.N.T., 22, rue St-Maur, Paris (10^e).

Métaxas. — Réunion du Conseil syndical le samedi 10 octobre à 17 heures au siège. Ordre du jour important.

FEDERATION ANARCHISTE

Conférences publiques et contradictoires

Camarades,

Sujets traités :

« Les Anarchistes et la Guerre ».

Pour savoir ce que veulent les anarchistes, assistez en masse à notre

qui aura lieu le SAMEDI 2 NOVEMBRE 1946 à 18 heures, 13 rue du Molinet à Lille.

« La Faillite des Partis Politiques ».

CAMARADES,

Pour savoir ce que veulent les anarchistes, assistez en masse à notre

GRANDE CONFERENCE

Publique et Contradictoire

qui aura lieu le SAMEDI 2 NOVEMBRE 1946 à 18 heures, 13 rue du Molinet à Lille.

Sujets traités :

« La Faillite des Partis Politiques ».

« Les Anarchistes et la Guerre ».

2^e Région groupe Paris-5^e

GRAND MEETING

Le Vendredi 25 Octobre

à 20 h. 30 précises

ET LES ELECTIONS

DES ANARCHISTES

La réunion sera contradictoire.

CAMARADE

Si tu veux savoir,

ce que veulent les anarchistes,

assiste en masse à notre

GRANDE CONFERENCE

Publique et contradictoire

qui aura lieu

SAMEDI 2 NOVEMBRE 1946

à 18 heures

Sujets traités : « La Faillite des

Partis Politiques », « Les Anarchistes et la Guerre ».

A temps nouveaux,

formules nouvelles

La hausse continue du coût de la vie et qui ne peut s'arrêter, aux salariés. L'ouvrier n'ignore plus que les revendications de salaires ne peuvent plus résoudre la question si irritante du budget familial. Il sait que, fatalement, une élévation du prix des produits succède à une augmentation des salaires. Il est persuadé que la C.G.T. se trompe, le leurre, le trahit même, lorsqu'elle affirme se faire fort d'arrêter la hausse du coût de la vie.

A d'assez rares exceptions près, la marge bénéficiaire patronale n'est plus assez large pour subir exclusivement la charge nouvelle de nouvelles hausses de salaires. Il faut inévitablement que celles-ci soient subies par le consommateur, sous peine de voir les entreprises fermer leurs portes par insuffisance de gains. Etre révolutionnaire, dire anarchiste ne veut pas dire sectaire et fermé aux réalités évidentes. Nous devons donc la disparition du Patronat, d'abord parce que son rôle est odieux, inhumain, ensuite parce que les circonstances actuelles en permettent la suppression, comme, à un moment donné, la suppression de l'esclavage, considérée jusqu'à une certaine époque comme impossible, fut rendue possible. Ceci dit nous pouvons par conséquent, considérer les choses sans craintes et appeler un chat... un chat.

Le salarié est donc fort perplexé et se demande comment sortir du dilemme : s'il accepte l'augmentation de son salaire, celle-ci devient rapidement inopérante par l'élévation immanquable du coût de la vie, et c'est alors l'effrayant « cycle sans fin ». S'il reste inactif, c'est la misère par suite de son pouvoir d'achat insuffisant, et celles-ci sont d'autre issue. AUJOURD'HUI, il ne se rend pas compte encore que l'unique, la seule issue possible réside dans l'abolition immédiate du SALARIAT. Si nous ne trouvons pas de nouvelles formules, nous risquons fort d'être tellement en avance sur les idées collectives, que celles-ci ne puissent nous suivre.

Aussi, sans rien abdiquer de nos conceptions et de nos revendications sur les possibilités actuelles, devons-nous trouver le lien qui nous unira indissolublement aux revendications journalières. Il semble que l'institution de l'échelle mobile des salaires puisse nous satisfaire partiellement. Chacun en aperçoit, plus ou moins, le mécanisme. A chaque hausse du coût de la vie, officiellement et d'un commun accord enregistré, correspondrait

automatiquement un taux correspondant d'une élévation des salaires. La formule est tellement saisissable par le salarié et peut donc être introduite sans difficulté dans les revendications ouvrières.

Mais elle est loin d'être sans défaut. Outre que les articles-témoins pour l'établissement de l'indice pourraient être les sujets de discussions arides, oiseuses et longues, le décalage inévitable de la connaissance des nouveaux prix demande deux ou trois mois au moins et ceci dans l'hypothèse d'une organisation extraordinaire souple, docile et... impartiale. Le trimestre trahit donc le salarié. A la fin de l'année, l'échelle mobile s'avère plus déce-

vante encore que l'augmentation des salaires sans contre-partie réelle.

Il faut donc lui adjoindre un accessoire régulateur. Retenons bien cependant que tout cela ne peut être que palliatif, le définitif ne pouvant trouver son climat qu'après la disparition du Patronat. Il faut que l'échelle mobile, pour remplir sa mission AU EFFET RETROACTIF COMPLET.

Explicquons-nous. Lorsque la Commission des Indices signalera une augmentation du coût de la vie de tel pourcentage, la vieille de trois mois, le Patron devra obligatoirement verser au salarié, une somme correspondant au même taux. Si ce dernier a fait l'avance de ces 10 %, il sera néanmoins remboursé. N'est-ce pas logique et clair ?

Il est évident que cette formule n'empêche nullement l'élévation continue du coût de la vie. Au contraire. Mais le salarié pourra vivre d'abord, et ensuite, s'il NE PEUT THESAURISER par suite de cette variété de Monnaie-Fondante. Qu'il en accuse alors ce Patronat qu'il ne veut ren-

placer.

Cette formule de l'échelle mobile rétroactive accélère le « cycle infernal », c'est entendu. Mais si elle place l'Etat et le Patronat dans des situations sans issue, elle épargne mieux le prolétariat et c'est le principal. Cette revendication ne serait pas posée pour défendre et aider ces deux néfastes institutions, au contraire. Elle aboutira inévitablement et rapidement à ne plus être elle-même opérante. Ces prévisions sont que nous voulons démontrer aux prolétaires : ce sera le lien qui leur permettra de comprendre l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Dès lors se pose une question : le Patronat acceptera-t-il cette enée de Damoclès ? S'il refuse la rétroactivité de l'échelle mobile, il démontre à ses salariés, sa véritable mauvaise foi ou son im-

puissance sociale. En ce cas, l'agitation nous est facile et ce qui ne gêne rien, propice. Nous arriverons rapidement à la création de ce fameux « climat » précurseur de l'insurrection.

Au cas où il accepte la rétroactivité c'est, inmanquablement la ruine progressive et prodigieuse des entreprises de toute nature. C'est l'occasion naturelle offerte gentiment au prolétariat d'occuper l'usine et de la faire tourner sur les nouvelles bases de l'économie sociale et révolutionnaire.

D'une façon comme de l'autre nous aurions créé cette continuité de solution si difficile à trouver. Nous aurions prouvé aux exploités l'absolue nécessité de prendre la place du Patronat, éventuellement, nous aurions prouvé l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Il est évident que cette formule n'empêche nullement l'élévation continue du coût de la vie. Au contraire. Mais le salarié pourra vivre d'abord, et ensuite, s'il NE PEUT THESAURISER par suite de cette variété de Monnaie-Fondante. Qu'il en accuse alors ce Patronat qu'il ne veut ren-

placer.

Cette formule de l'échelle mobile rétroactive accélère le « cycle infernal », c'est entendu. Mais si elle place l'Etat et le Patronat dans des situations sans issue, elle épargne mieux le prolétariat et c'est le principal. Cette revendication ne serait pas posée pour défendre et aider ces deux néfastes institutions, au contraire. Elle aboutira inévitablement et rapidement à ne plus être elle-même opérante. Ces prévisions sont que nous voulons démontrer aux prolétaires : ce sera le lien qui leur permettra de comprendre l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Dès lors se pose une question : le Patronat acceptera-t-il cette enée de Damoclès ? S'il refuse la rétroactivité de l'échelle mobile, il démontre à ses salariés, sa véritable mauvaise foi ou son im-

puissance sociale. En ce cas, l'agitation nous est facile et ce qui ne gêne rien, propice. Nous arriverons rapidement à la création de ce fameux « climat » précurseur de l'insurrection.

Au cas où il accepte la rétroactivité c'est, inmanquablement la ruine progressive et prodigieuse des entreprises de toute nature. C'est l'occasion naturelle offerte gentiment au prolétariat d'occuper l'usine et de la faire tourner sur les nouvelles bases de l'économie sociale et révolutionnaire.

D'une façon comme de l'autre nous aurions créé cette continuité de solution si difficile à trouver. Nous aurions prouvé aux exploités l'absolue nécessité de prendre la place du Patronat, éventuellement, nous aurions prouvé l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Il est évident que cette formule n'empêche nullement l'élévation continue du coût de la vie. Au contraire. Mais le salarié pourra vivre d'abord, et ensuite, s'il NE PEUT THESAURISER par suite de cette variété de Monnaie-Fondante. Qu'il en accuse alors ce Patronat qu'il ne veut ren-

placer.

Cette formule de l'échelle mobile rétroactive accélère le « cycle infernal », c'est entendu. Mais si elle place l'Etat et le Patronat dans des situations sans issue, elle épargne mieux le prolétariat et c'est le principal. Cette revendication ne serait pas posée pour défendre et aider ces deux néfastes institutions, au contraire. Elle aboutira inévitablement et rapidement à ne plus être elle-même opérante. Ces prévisions sont que nous voulons démontrer aux prolétaires : ce sera le lien qui leur permettra de comprendre l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Dès lors se pose une question : le Patronat acceptera-t-il cette enée de Damoclès ? S'il refuse la rétroactivité de l'échelle mobile, il démontre à ses salariés, sa véritable mauvaise foi ou son im-

puissance sociale. En ce cas, l'agitation nous est facile et ce qui ne gêne rien, propice. Nous arriverons rapidement à la création de ce fameux « climat » précurseur de l'insurrection.

Au cas où il accepte la rétroactivité c'est, inmanquablement la ruine progressive et prodigieuse des entreprises de toute nature. C'est l'occasion naturelle offerte gentiment au prolétariat d'occuper l'usine et de la faire tourner sur les nouvelles bases de l'économie sociale et révolutionnaire.

D'une façon comme de l'autre nous aurions créé cette continuité de solution si difficile à trouver. Nous aurions prouvé aux exploités l'absolue nécessité de prendre la place du Patronat, éventuellement, nous aurions prouvé l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Il est évident que cette formule n'empêche nullement l'élévation continue du coût de la vie. Au contraire. Mais le salarié pourra vivre d'abord, et ensuite, s'il NE PEUT THESAURISER par suite de cette variété de Monnaie-Fondante. Qu'il en accuse alors ce Patronat qu'il ne veut ren-

placer.

Cette formule de l'échelle mobile rétroactive accélère le « cycle infernal », c'est entendu. Mais si elle place l'Etat et le Patronat dans des situations sans issue, elle épargne mieux le prolétariat et c'est le principal. Cette revendication ne serait pas posée pour défendre et aider ces deux néfastes institutions, au contraire. Elle aboutira inévitablement et rapidement à ne plus être elle-même opérante. Ces prévisions sont que nous voulons démontrer aux prolétaires : ce sera le lien qui leur permettra de comprendre l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Dès lors se pose une question : le Patronat acceptera-t-il cette enée de Damoclès ? S'il refuse la rétroactivité de l'échelle mobile, il démontre à ses salariés, sa véritable mauvaise foi ou son im-

puissance sociale. En ce cas, l'agitation nous est facile et ce qui ne gêne rien, propice. Nous arriverons rapidement à la création de ce fameux « climat » précurseur de l'insurrection.

Au cas où il accepte la rétroactivité c'est, inmanquablement la ruine progressive et prodigieuse des entreprises de toute nature. C'est l'occasion naturelle offerte gentiment au prolétariat d'occuper l'usine et de la faire tourner sur les nouvelles bases de l'économie sociale et révolutionnaire.

D'une façon comme de l'autre nous aurions créé cette continuité de solution si difficile à trouver. Nous aurions prouvé aux exploités l'absolue nécessité de prendre la place du Patronat, éventuellement, nous aurions prouvé l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Il est évident que cette formule n'empêche nullement l'élévation continue du coût de la vie. Au contraire. Mais le salarié pourra vivre d'abord, et ensuite, s'il NE PEUT THESAURISER par suite de cette variété de Monnaie-Fondante. Qu'il en accuse alors ce Patronat qu'il ne veut ren-

placer.

Cette formule de l'échelle mobile rétroactive accélère le « cycle infernal », c'est entendu. Mais si elle place l'Etat et le Patronat dans des situations sans issue, elle épargne mieux le prolétariat et c'est le principal. Cette revendication ne serait pas posée pour défendre et aider ces deux néfastes institutions, au contraire. Elle aboutira inévitablement et rapidement à ne plus être elle-même opérante. Ces prévisions sont que nous voulons démontrer aux prolétaires : ce sera le lien qui leur permettra de comprendre l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Dès lors se pose une question : le Patronat acceptera-t-il cette enée de Damoclès ? S'il refuse la rétroactivité de l'échelle mobile, il démontre à ses salariés, sa véritable mauvaise foi ou son im-

puissance sociale. En ce cas, l'agitation nous est facile et ce qui ne gêne rien, propice. Nous arriverons rapidement à la création de ce fameux « climat » précurseur de l'insurrection.

Au cas où il accepte la rétroactivité c'est, inmanquablement la ruine progressive et prodigieuse des entreprises de toute nature. C'est l'occasion naturelle offerte gentiment au prolétariat d'occuper l'usine et de la faire tourner sur les nouvelles bases de l'économie sociale et révolutionnaire.

D'une façon comme de l'autre nous aurions créé cette continuité de solution si difficile à trouver. Nous aurions prouvé aux exploités l'absolue nécessité de prendre la place du Patronat, éventuellement, nous aurions prouvé l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Il est évident que cette formule n'empêche nullement l'élévation continue du coût de la vie. Au contraire. Mais le salarié pourra vivre d'abord, et ensuite, s'il NE PEUT THESAURISER par suite de cette variété de Monnaie-Fondante. Qu'il en accuse alors ce Patronat qu'il ne veut ren-

placer.

Cette formule de l'échelle mobile rétroactive accélère le « cycle infernal », c'est entendu. Mais si elle place l'Etat et le Patronat dans des situations sans issue, elle épargne mieux le prolétariat et c'est le principal. Cette revendication ne serait pas posée pour défendre et aider ces deux néfastes institutions, au contraire. Elle aboutira inévitablement et rapidement à ne plus être elle-même opérante. Ces prévisions sont que nous voulons démontrer aux prolétaires : ce sera le lien qui leur permettra de comprendre l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

Le syndicalisme en marche

Il n'est pas trop tard pour revenir sur la grève des P.T.T. et en redécouvrir ces vertus élémentaires que le syndicalisme a trop souvent oubliés. Ce sera le lien qui leur permettra de comprendre l'absolue nécessité de la disparition du Patron et créera le « climat » psychologique favorable à la venue générale insurrectionnelle.

La révolte des postiers contre leur propre direction syndicale inféodée à l'Etat-patron nous ramène au syndicalisme traditionnel des Grifflus, etc., au syndicalisme fort par sa cohésion et son esprit revendicatif. Ce syndicalisme qui tire sa force non de l'équipe momentanément à sa tête mais du dynamisme de ses adhérents et qui remplace les « dirigeants » à leur véritable rang, celui d'adhérents, celui de militants.

Nous l'avons bien vu lorsque le Comité Central de grève a nouvellement été, s'étant imposé aux pouvoirs publics, un certain nombre de politiciens de la même espèce — sinon de la même doctrine que leurs prédécesseurs — considérant leurs buts atteints par le fait d'avoir délogé leurs

adversaires, leur permettaient, « en traitant à leur tour avec les pouvoirs publics », de réaliser une opération politique n'ayant que de vagues rapports avec les buts du syndicalisme.

C'est alors qu'à la suite d'une entrevue avec les représentants du gouvernement, les délégués du Comité Central de grève se contentant de promesses dont la mise en application, mal définie, pouvait permettre toutes les manœuvres, proclamèrent la reprise du travail.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.

La réaction des grévistes fut vive. La nouvelle équipe, comme l'ancienne, dut plier : une reprise immédiate de la lutte fut envisagée et le ministère mis en présence de cette nouvelle situation n'aurait plus qu'à s'incliner, ce qu'il fit, consacrant par là non seulement la victoire des grévistes des P.T.T. mais celle de tous les fonctionnaires.

Double victoire des travailleurs sur l'Etat-patron et sur l'omnipotence de ses représentants successifs, certes, mais surtout victoire du syndicalisme remontant à

l'origine.